



CDEN du 16 avril 2020
déclaration liminaire de la FSU



Pour la FSU, la crise sanitaire montre que les personnes qui comptent dans le pays ne sont pas les « premiers de cordée » du président Macron, mais des hommes et plus souvent des femmes qui travaillent au service des autres, pour des salaires souvent inversement proportionnels à l'importance sociale de leur métier.

Parmi les nombreuses professions mobilisées pendant cette crise sanitaire, beaucoup font partie de la fonction publique : hospitalière bien sûr, mais aussi d'état et territoriale. Elle montre plus que jamais que les services publics sont un bien commun indispensable, qui nécessitent des investissements massifs, à contrario des politiques de casse poursuivies par le gouvernement.

Dans l'éducation, Jean-Michel Blanquer a enchaîné de multiples déclarations et directives se contredisant d'un jour à l'autre, mettant sous pression les personnels sous prétexte d'une continuité pédagogique irréaliste, et des agent-es en danger en les envoyant accueillir les enfants de soignants sans protection. Nous espérons maintenant qu'il ne joue pas sur la crise sanitaire pour accélérer la mise en place de certaines réformes délétères : création d'une nouvelle cohorte de personnels précaires en profitant de l'impossibilité de faire passer les concours de recrutement, instauration du contrôle continu au bac en profitant de l'impossibilité de mettre en place les épreuves en juin cette année... Le ministre n'était pas prêt, il n'est pas non plus aux fraises : comme d'autres membres du gouvernement, il est d'un cynisme hors du commun dans ses communications.

Pour les personnels de l'Éducation Nationale, même dans la situation d'urgence sanitaire actuelle, il est très contrariant, voire insultant, de devoir faire la chasse aux apparitions médiatiques de monsieur Blanquer pour tenter d'avoir un aperçu de la manière dont les prochaines semaines sont envisagées par le ministère. Ainsi les modalités retenues pour les examens du secondaire ont été annoncées en conférence de presse des heures avant que la profession soit informée officiellement par le ministre. Depuis le début du confinement, monsieur Blanquer semble pris d'une obsession de la communication qui l'amène à multiplier les déclarations médiatiques, à maintes reprises contradictoires, voire parfois mensongères.

Aujourd'hui encore, quelques heures après l'annonce d'une possible réouverture des établissements scolaires le 11 mai, la priorité de monsieur Blanquer reste de communiquer, quitte à affirmer sans peur du ridicule qu'il suffit d'un peu d'éducation au civisme pour obtenir que des enfants respectent la distanciation sociale. Ce dont les personnels et les usagers de l'Éducation Nationale ont besoin, ce n'est pas d'un communicant omniprésent mais d'un ministre conscient des difficiles réalités du terrain, facilitant au mieux le travail de tous et préparant un retour à l'école garantissant à tous une sécurité sanitaire sans faille. L'annonce pour le 11 mai de la fin du confinement dans le premier et le second degré nous amène à nous interroger sur ce retour en classe : pour la FSU, comme l'ont demandé les représentant-es des personnels au CHSCT ministériel du 3 avril, le dépistage systématique des élèves et des personnels avant la reprise des cours est indispensable, de même qu'une organisation qui permette de garantir la sécurité sanitaire des personnels et des élèves.

Nous tenons également à rappeler que, suite à l'annonce de la mise en place pendant la période des vacances, d'un programme de soutien scolaire, **toutes les fédérations syndicales de l'éducation ainsi que la FCPE ont exprimé leur refus de cette stigmatisation supplémentaire** car cette mesure divise les élèves en deux catégories : celles et ceux qui auraient besoin de se reposer et celles et ceux qui auraient besoin de remédiation.

L'heure est, encore aujourd'hui, à prendre soin de sa santé sans ajouter de la culpabilité, c'est pourquoi les exigences ministérielles doivent être réorientées. Il faut cesser de tenir médiatiquement et dans les instructions transmises un discours de continuité pédagogique qui induit l'idée de progressions, d'assimilation de notions nouvelles et d'obligation scolaire à distance.

Nous sommes alertés sur une demande transmise aux enseignants de lister les familles absentes de la continuité pédagogique, ceci afin que des gendarmes se rendent au domicile de ces familles pour rappeler à ces parents leurs obligations légales. Cela serait « un signal fort de responsabilisation des responsables légaux ». Pour la FSU, cette nouvelle stigmatisation est gravissime. **Dans un contexte où de nombreuses familles sont encore dépourvues des outils nécessaires à la continuité, de connexions suffisamment fiables pour la mettre en œuvre, des moyens financiers pour payer les forfaits, comment l'institution peut-elle envisager une réponse punitive à ces situations de détresse sociale ?** Quel effet l'arrivée de la police pourra-t-elle avoir sur les élèves qui n'arrivent pas à suivre à distance car ils sont en trop grande difficulté cognitive ou sociale ? Pour nous, la réponse ne peut être que celle d'un soutien rapproché, avec contact et aide au téléphone pendant la période scolaire, et l'intervention éventuelle des personnels des services sociaux, sans pression et surtout sans accusation ni agression.

Plus largement, à l'heure où les procédures d'affectation Affelnet sont déjà lancées comme si de rien n'était, mettant en difficulté les collègues qui doivent répondre aux multiples questions des familles inquiètes, les enquêtes qu'on nous demande de renseigner s'empilent à tous les niveaux : nous devons pointer à nouveau les élèves n'ayant pas de matériel informatique sans forcément que nous sachions ce qui a été fait de la précédente liste, nous devons recenser les élèves décrocheurs sans information précise systématique sur les suites envisagées, nous devons lister les élèves ayant besoin de bénéficier du contrat avec La Poste alors que la procédure exacte reste ignorée du plus grand nombre. Cette situation fait apparaître deux problèmes. D'abord, il faut veiller à ne pas surcharger de tâches administratives des enseignants déjà lourdement mobilisés par la mise en œuvre de la « continuité pédagogique ». Par ailleurs, les informations sont transmises de manière très variable selon les établissements et le flou règne dans certaines équipes. Les personnels ont besoin d'informations claires et précises pour donner du sens à leurs actions. Nous redemandons, comme le préconise un avis du CHSCT académique, que la communication des informations aux personnes se face directement dans les boîtes mail professionnelles, sinon en remplacement, au moins parallèlement à la voie hiérarchique habituelle.

Emmanuel Macron, dans ses allocutions, a appelé à des « *décisions de rupture* » et à placer « *des services (...) en dehors des lois du marché* » mais les actes sont loin d'aller dans le sens des discours de circonstance. L'heure n'est plus à la réflexion mais bien à l'action et il n'est pas nécessaire de réinventer la roue pour autant. Les solutions sont connues de longues dates et portées par les organisations syndicales comme la FSU. C'est bien le sens de la tribune signée par 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales intitulée « *Plus jamais ça ! Préparons le 'jour d'après'* » dont voici un extrait :

Encore une fois, ce ne sont pas les « premiers de cordée » de Macron qui font tenir la société mais bien les services publics et les employé.es dont les revenus sont trop souvent proportionnellement inverses à leur valeur sociale. La reconnaissance de la société envers celles et ceux qui chaque jours œuvrent, au détriment de leur santé, ne peut pas être uniquement symbolique. Donnons aux agent-es et aux employé-es les moyens d'accomplir leurs missions en investissant massivement dans les services publics, revalorisons leurs salaires pour rendre les professions attractives et ainsi endiguer la pénurie des recrutements et garantissons un système de retraite et de protection social juste et ambitieux.

Cette situation inédite doit nous permettre de changer de modèle de société et d'agir pour que plus jamais un tel drame ne puisse se reproduire. Plus jamais ça !